

Rémi PAUVROS



Monsieur Frédéric ADVIELLE

Président

Chambre régionale des comptes

Hôtel Dubois de Fosseux

14, rue du Marché au Filé

62012 ARRAS Cedex

Maubeuge, le 8 décembre 2018

Objet : réponse de Rémi PAUVROS, ordonnateur période de 2013 à mars 2014 suite au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes – ref : ROP 2018-0178

Monsieur le Président

Dans le cadre de l'examen de la gestion de la commune que j'ai administrée de 2001 à 2014, j'ai été destinataire du rapport daté du 15 novembre 2018 faisant état d'observations définitives arrêtées par la chambre régionale des comptes Haut-de-France pour la période 2013-2018

Je vous prie de trouver en pièce jointe ma réponse écrite.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Rémi PAUVROS

**Lettre de Rémi PAUVROS, ancien Maire de la commune de Maubeuge
suite au rapport de la Chambre Régionale des Comptes
(période 2013-2018)**

PREAMBULE

J'ai eu l'honneur d'être Maire de Maubeuge pendant 13 ans. 13 ans durant lesquels, j'ai travaillé avec les équipes municipales successives pour développer Maubeuge, pour rénover ses quartiers qui pour certains avaient été laissés à l'abandon comme l'Épinette, pour rénover ses équipements publics et ses écoles: Lamartine et Blanche-Neige ou encore l'école Mabuse aux Provinces-Françaises, pour qu'elle ait son université avec des formations de pointe, pour qu'elle dispose d'un nouvel hôpital rénover toujours son patrimoine comme l'église saint Pierre Saint Paul ou la salle Sthrau...

Durant ces 13 ans au service des maubeugeois et des maubeugeoises, je n'ai eu de cesse de penser à une chose : construire l'avenir de cette ville pour ses habitants.

Ce fut un combat permanent dans une commune où il y avait tant de choses à faire pour que chacun et chacune vive mieux. Ce fut un combat permanent car Maubeuge n'est pas une ville riche. Les difficultés économiques et sociales, le chômage qui atteint un niveau record, le faible nombre de foyers imposables...font de Maubeuge, une des villes la plus pauvre de France.

Je n'ai jamais accepté la fatalité. **Je n'ai jamais accepté l'immobilisme qui frappait notre ville et qui la condamnait à l'oubli.** Il fallait donc lancer des chantiers d'envergure pour que les habitants soient mieux logés, pour qu'ils disposent d'équipements publics de qualité, pour qu'ils retrouvent la parole, pour que l'éducation, la culture retrouvent la place qu'elles méritent, pour que nos entreprises retrouvent des perspectives. L'égalité républicaine est pour moi une exigence absolue.

La politique d'investissement que j'ai menée, était nécessaire pour empêcher un déclin mais aussi pour rendre dignité et espoir à une population qui avait tant donné pendant la période d'essor industriel à notre région et à notre pays.

Maubeuge seule, n'avait pas de marges de manœuvre. **Il a fallu se battre pour aller constamment chercher des subventions auprès des partenaires.**

A mon arrivée à la mairie en 2001, j'ai trouvé une situation financière catastrophique. La chambre régionale des comptes avait à cette époque soulevée cela et notamment «l'incapacité pour la commune, depuis 1998, de dégager des ressources propres pour financer ses investissements». Maubeuge allait véritablement droit dans le mur si la situation ne s'améliorait pas.

Dès lors, il a fallu redresser la barre tout en menant une politique d'investissement utile et efficace c'est-à-dire générant des bénéfices pour les habitants et de l'attractivité pour la ville.

A partir de 2001, nous avons mené une politique d'assainissement des comptes pour pouvoir redonner des marges de manœuvre à la ville.

Le rapport de la chambre sur la période 2007-2012 a souligné l'effort considérable que la commune avait réalisé pour répondre aux attentes du juge financier et qui nous avait permis de ressortir une situation financière positive accompagnée de comptes sincères.

J'ai laissé les clés d'une maison en bonne santé. En effet, les satisfactions prioritaires relevées dans l'analyse étaient notamment :

- Une forte amélioration dans la politique des ressources humaines,
- Une maîtrise de nos dépenses de fonctionnement,
- Une capacité d'autofinancement en constante progression depuis 2007 avec en 2012, une CAF brut par habitant supérieure à la moyenne nationale de même strate et une CAF nette d'environ 4 millions d'euros. Cela veut dire que la ville avait retrouvé la capacité de financer elle-même ses investissements.
- Entre 2007 et 2012, la dette de la commune est restée stable et maîtrisée. Maubeuge ne faisait plus partie des 10% des villes ayant le plus haut taux d'endettement.
- Une capacité de désendettement de 10 ans en 2012 alors qu'elle était de 39 ans en 2007.
- Ainsi la ville de Maubeuge était sortie du réseau d'alerte du ministère des finances

Compte tenu des résultats, nous avons commencé à diminuer la pression fiscale pour soulager les foyers mais aussi pour améliorer l'attractivité de la ville qui voit de nouveau sa population se réduire sensiblement. Cette politique devait être maintenue dans la durée.

Tout cela a été fait malgré les impacts financiers et budgétaires considérables de la tornade de 2008 dont les dégâts s'élevaient à 28 millions d'€. Des bâtiments communaux ont été ravagés : écoles, conservatoire, salle des fêtes..., l'impact sur le paysage arboré considérable : plus d'un millier d'arbres arrachés...sans oublier les conséquences sur le zoo, les lieux de culte, la voirie, l'éclairage public, les parcs,...

Dans ce contexte grave, nous avons maintenu la barre avec les maubeugeois.

J'ai lu avec beaucoup d'attention le rapport de la chambre régionale des comptes et vous trouverez ci-dessous les remarques je souhaite formuler.

Le rapport prend en compte la période 2013-2018. La première année analysée 2013 correspond à la dernière année de mon mandat de maire, les autres concernent mon successeur.

Le rapport note qu'en 2013 :

- La Capacité d'Autofinancement brute de la ville était de 7.5M€
- La Capacité d'Autofinancement nette était de 3 334 276€
- L'excédent était de 10.4M€
- Résultat de clôture de + 13 000 240 €.

Ces chiffres sont des indicateurs de bonne santé. Ils montrent que la ville avait des ressources propres, disposait d'une capacité d'action sans avoir recours à l'emprunt. Ils s'inscrivent dans la continuité de la politique budgétaire portée depuis mon élection qui peut être résumée de la manière suivante:

- Avoir une gestion rigoureuse de l'argent public
- Investir pour remettre à niveau une ville qui souffre et lui donner des perspectives de développement. C'était vital! Ne pas investir dans l'avenir donc dans des projets structurants, c'était condamner Maubeuge.

- Aller chercher des subventions auprès du Département, de la Région, de l'Etat, de l'Europe pour financer les projets.

J'avais une ambition pour Maubeuge qui se traduisait par l'installation à l'Arsenal d'une antenne du centre Georges Pompidou, par la création d'un zoo de dimension européenne qui aurait favorisé l'attractivité et le développement du commerce en centre-ville, par la création d'Eurasambre qui se voulait être un pôle commercial en plein cœur de notre cité (financé pour l'essentiel par des fonds privés : plus de 50 millions d'euros aujourd'hui perdus)...

S'agissant du projet grand Zoo.

Cette ville ,comme les autres villes de notre pays, a droit au meilleur. J'ai toujours défendu cette idée, tout en mesurant la portée de mes décisions, en m'assurant des soutiens financiers. C'est ce que nous avons fait pour le dossier du zoo. Projet ambitieux et stratégique pour un territoire qui a besoin de se développer, de retrouver sa fierté et des lueurs d'espoir.

La finalité de ce projet était de créer un outil touristique majeur dans notre Région capable de générer de l'attractivité, des retombées économiques et donc de l'emploi. Maubeuge est connue pour son zoo dans toute la région et au-delà. Investir dans ce projet était véritablement un enjeu économique pour notre ville, pour l'activité commerciale.

Une étude de faisabilité extrêmement fine et contradictoire a été réalisée par un cabinet multi compétences, dirigé par un économiste.

Depuis 2001, nous n'avons eu de cesse d'investir dans notre zoo municipal, zoo d'ailleurs qui avait été complètement abandonné sous le mandat précédent. Nous avons remis aux normes et créer de nouveaux équipements afin d'attirer de nouveaux visiteurs, pari que nous avons réussi en multipliant par plus de 3 leur nombre.

La finalité aussi était de faire sortir du giron de la ville, cet équipement qui pèse de manière très importante sur les finances: plus de 700 000 € en fonctionnement sans prendre en compte l'investissement. Par conséquent, la ville n'aurait rien perdu en finançant ce projet à hauteur de 1 million d'€/an.

S'agissant des financements, je souhaite rappeler que le Conseil Régional avait pris une délibération de principe pour la tranche 1 de 8 millions d'€. Il faut y ajouter les 3 millions d'€ du Département et les 3 millions d'€ du Feder.

Ces premiers financements étaient un acte d'engagement des partenaires sur ce projet de plusieurs années construit en 4 tranches dont des fermes et des facultatives. L'évolution du dossier dans sa phase opérationnelle aurait amené d'autres financements. La Région versait 11 millions supplémentaires pour la Tranche 1 -Une autorisation de programme à hauteur de 30M€ était prévue par la Région-et 10 millions pour la tranche 2.

Un protocole clair de financements avait été entériné.

Je rappelle que si le projet grand zoo est un dossier global, il prévoyait une phasage dépendant de la confirmation ou non des financements publics.

Seule la phase 1 d'un montant de 62 595.99€ était validée (tranche ferme et conditionnelle 1) et a été lancée pour la conception. Le lancement de l'ordre de service travaux restait conditionné par l'obtention des financements.

Le projet était financé en grande majorité par des partenaires.

La Région - partenaire privilégié - a inscrit une autorisation de programme (au même titre que pour l'extension de Nausicaa) de 30 M€,

Un dossier était en instruction au titre du FEDER.

Le Département a validé le montant de 3 M€ au titre du FDNAN grands projets.

La DRAC avait donné un accord de principe à sa participation sur la question des remparts inclus dans le projet.

La communauté d'agglomération intervenait quant à elle en délégation de maîtrise d'ouvrage et prenait en charge la moitié du reste à charge (6M€ au sein du plan de financement).

L'abandon du projet pour des raisons politiciennes a comme conséquence de faire perdre 8 400 000€ à la ville de Maubeuge par le remboursement d'indemnités et le déficit continuera à peser lourdement .

Je regrette que la raison ne l'ait pas emportée.

Valoriser le zoo, le développer, en faire un véritable pôle d'attractivité au sud du département du nord, sur un des territoires les plus pauvres de France, était indéniablement l'objectif politique fondamental à côté de la création d'un pôle universitaire (ouvert en 2013), de l'arrivée du Centre Pompidou dans les

locaux de l'Arsenal (abandonné par la municipalité en place), du projet commercial Eurasambre (abandonné par la majorité en place), de la construction du nouvel hôpital (en cours), du développement des infrastructures routières (RN2 et connexion vers le bassin de vie de Charleroi), fluviales avec la réouverture de la Sambre à la navigation (en cours).

Sur la construction de l'école Mabuse aux Provinces-Françaises, je veux rappeler l'impérieuse nécessité de réaliser les travaux de ce groupe scolaire qui n'offrait plus des conditions d'accueil optimales pour nos enfants.

Les enfants de ce quartier qui est un des quartiers les plus défavorisés de la ville avaient besoin d'un équipement moderne et de qualité digne de ce nom.

Le choix du bail emphytéotique fut réfléchi et parfaitement analysé par le service financier.

Ce BEA équilibré ne comporte aucun risque particulier et les dispositions contractuelles ne me semblent pas sujettes à controverses.

Nous assumons le choix d'avoir construit deux écoles pour les enfants de Maubeuge pendant notre mandat.

CONCLUSION

A la fin du mandat de la majorité actuelle, le rapport de la chambre dévoile **une situation catastrophique** des finances de la ville.

Tout le travail réalisé depuis 2001 a été balayé.

Le constat de la chambre est sans appel et les chiffres parlent d'eux-mêmes:

- **la dette a augmenté de 25% soit une augmentation de 16 900 000€.** La dette par habitant est de 2271€ en 2016, soit plus de deux fois supérieure à celle des communes de la strate, de 1095€.
- La capacité de désendettement de la ville s'élève à 21 ans fin 2017, comparée à 9 ans fin 2013. Ce ratio dépasse largement le seuil de soutenabilité admis qui est de 10 ans.
- L'épargne nette devient négative à partir de 2016, ce qui signifie que la commune n'est pas en mesure de dégager un autofinancement pour ses dépenses d'équipement.
- La ville peine à faire face à ses engagements en matière de dettes.

La chambre évoque un «endettement qui a atteint un niveau critique» et une «situation financière fragile».

Les causes principales:

-le refinancement coûteux d'emprunts d'un montant de 15 900 000€ allant contre l'avis de son cabinet de conseil.

-l'arrêt du projet zoo qui fait perdre 8 400 000€ à la ville.

-La mauvaise gestion des finances en particulier des charges de fonctionnement.

- les choix de refinancer des emprunts alors que les taux d'intérêt sont au plus bas pour plus de 15 millions d'€, d'arrêter le projet du zoo pour plus de 8 millions d'€..

Je suis particulièrement inquiet de cette situation pour les maubeugeois et maubeugeoises.

L'endettement rendu insupportable de notre ville pèsera sur les générations actuelles et futures comme un lourd fardeau.

Emprunter pour Maubeuge, c'est nécessaire. Ces emprunts doivent financer des projets utiles, nécessaires et intelligents.

Se battre pour obtenir des subventions est indispensable.

Pointer l'horizon, penser l'avenir en somme tout en maîtrisant les finances, est fondamental pour sortir Maubeuge des difficultés..